

No. 34019

**FRANCE
and
BULGARIA**

**Agreement concerning the readmission of persons in an
irregular situation. Signed at Paris on 29 May 1996**

Authentic texts: French and Bulgarian.

Registered by France on 26 August 1997.

**FRANCE
et
BULGARIE**

**Accord relatif à la réadmission des personnes en situation
irrégulière. Signé à Paris le 29 mai 1996**

Textes authentiques : français et bulgare.

Enregistré par la France le 26 août 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE BULGARIE RELATIF À LA RÉADMISSION DES PER-
SONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République de Bulgarie,

appelé ci-dessous "les Parties contractantes",

désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes,

dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir la migration irrégulière,

dans le respect des droits, des obligations et garanties prévus par les législations nationales et des traités et conventions internationales auxquels ils sont partie, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

**I - READMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES
CONTRACTANTES**

Article 1^{er}

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

¹ Entré en vigueur à titre provisoire le 29 juin 1996 par la signature, à titre définitif le 3 février 1997 par notification, conformément à l'article 17.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions et sans formalités la personne, éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République de Bulgarie pour la Partie contractante bulgare, des Etats Parties aux Accords de Schengen pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

Article 2

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement sur la base de l'article 1, alinéa 1, est considérée comme établie par des documents ci-après en cours de validité :

- document national d'identité,
- passeport de voyage ou autre document de voyage avec photo remplaçant le passeport (passavant, laissez-passer, carnet ou passeport de marin, etc.),
- livret, papiers militaires ou autre papier d'identité délivrés aux militaires,
- certificat de nationalité.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent,
- document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, etc.),
- carte d'immatriculation consulaire ou document d'état-civil,
- autorisation ou titre de séjour périmé,
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,

- déclaration de l'intéressé recueillie par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante,
- dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal,
- langue parlée par l'intéressé.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est présumée sur la base des documents et des faits mentionnés à l'article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur le champ, après réception de la demande, un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission à l'audition de l'intéressé.

Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée possède la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

Article 4

1. La demande de réadmission doit mentionner les renseignements suivants :
- données relatives à l'identité de l'intéressé (prénom, prénom du père, nom, date et lieu de naissance) et tout autre renseignement relatif à l'établissement de l'identité ;
 - les éléments mentionnés à l'article 2 permettant l'établissement ou la présomption de la nationalité de l'intéressé ;

- deux (2) photos ;
- des instructions sur la nécessité d'assurer une surveillance spéciale médicale ou autre.

2. Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II - READMISSION DES RESSORTISSANTS D'ETATS TIERS

Article 5

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité irrégulièrement par le territoire de la Partie contractante requise.

2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant :

- est entré régulièrement sur le territoire de la partie requise, sous couvert d'un visa, ou s'il est dispensé de visa, après avoir été contrôlé à la frontière,

ou

- dispose d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit délivrée par la Partie contractante requise et en cours de validité.

3. Les dispositions de l'alinéa précédent du présent article ne s'appliquent pas à la délivrance d'un visa de transit.

Article 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard :

- a) des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;
- b) des ressortissants des Etats tiers qui, après ou avant leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour ;
- c) des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante ;
- d) des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés¹, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967², soit le statut d'apatride par application de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides³ ;
- e) des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers.

Article 7

Pour l'application de l'article 5, les Parties contractantes s'efforceront en priorité de reconduire les personnes concernées vers leur pays d'origine.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

³ *Ibid.*, vol. 360, p. 117.

Article 8

1. Pour l'application de l'article 5, alinéa 1, l'entrée ou le séjour des ressortissants d'Etat tiers ou de personnes ayant le statut d'apatride, sur le territoire de la Partie contractante requise est établie par les documents de voyage ou d'identité des personnes en question. Il peut également être présumé par tout autre moyen.

2. La demande de réadmission doit mentionner les renseignements suivants :

- données relatives à l'identité de l'intéressé (prénom, prénom du père, nom, date et lieu de naissance, nationalité et document de voyage) et tout autre renseignement relatif à l'établissement de l'identité ;
- les éléments établissant ou fondant la présomption de l'obligation de réadmission ;
- deux (2) photos ;
- des instructions sur la nécessité d'assurer une surveillance spéciale médicale ou autre.

3. Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

Article 9

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues aux articles 5 et 6 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

III - TRANSIT POUR ELOIGNEMENT

Article 10

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie requérante.

Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.

2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, ou si le transit sous escorte doit continuer par la voie terrestre sur le territoire de la Partie contractante requise, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie contractante requise à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger, dont le transit est autorisé, est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

Article 11

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées.

Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit, aux pays et lieu de destination, aux documents de voyage, à la nature de la mesure d'éloignement ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 12

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;
- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit ;
- pour les cas de transit par voie terrestre, si l'étranger est interdit d'entrée sur le territoire de la Partie contractante requise et représente une menace pour sa sécurité nationale, pour l'ordre public et la santé publique.

Article 13

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

IV - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

Article 14

Les autorités compétentes des deux Parties coopèrent et se consultent en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent accord.

La demande de consultations sera présentée par le canal diplomatique.

Article 15

Les autorités ministérielles responsables des contrôles aux frontières désignent :

- les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;
- les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

Article 16

1. Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 17

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles ou légales requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

3. Chacune des Parties contractantes peut suspendre provisoirement l'application du présent accord pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de santé publique. La suspension sera notifiée par la voie diplomatique et prendra effet 30 jours à compter de sa notification.

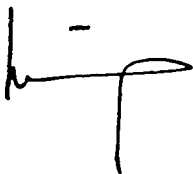
Les Parties contractantes se notifieront par la voie diplomatique la remise en application de l'accord, lorsque les raisons de la suspension auront disparu.

4. Le présent accord est applicable provisoirement 30 jours après sa signature.

En foi de quoi les représentants des Parties contractantes, autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

Fait à Paris, le 29 mai 1996, en double exemplaire, en langues française et bulgare, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement
de la République de Bulgarie :



GUEORGUI PURINSKI

[BULGARIAN TEXT — TEXTE BULGARE]

СПОГОДБА

между Правителството на Френската република и
Правителството на Република България за обратно
приемане на незаконно пребиваващи лица

Правителството на Френската република
и
Правителството на Република България,
наричани по-нататък "Договарящи страни",

водени от желанието да развият сътрудничеството между двете
Договарящи страни,

в рамките на международните усилия за предотвратяване на
незаконната имиграция,

при спазване на правата, задълженията и гаранциите, предвидени в
националните законодателства и в международните конвенции и съглашения,
които са в сила за Договарящите страни,

и на основата на взаимност, се споразумяха за следното:

I. ОБРАТНО ПРИЕМАНЕ НА ГРАЖДАНИ НА ДОГОВАРЯЩИТЕ СТРАНИ

Член I

1. Всяка Договаряща страна приема обратно на своята територия, по
молба на другата Договаряща страна и без формалности, всяко лице, което не
отговаря или вече не отговаря на изискванията за влизане или пребиваване,
действащи на територията на молещата Договаряща страна, доколкото е
установено или се приема за установено въз основа на презумпция, че то
притежава гражданството на замолената Договаряща страна.

2. Молещата Договаряща страна приема обратно при същите условия и
без формалности лице, експулсирано от нейната територия по реда на ал. 1, по
молба на другата Договаряща страна, ако в резултат на последващи проверки
се установи, че към момента на излизане от територията на молещата
Договаряща страна, то не е притежавало гражданството на замолената
Договаряща страна.

3. По смисъла на този член лицата, посочени в алинея 1, трябва във всеки момент от датата, на която са влезли на територията на държавите-страни по Споразуменията от Шенген, за френската Договаряща страна и на Република България, за българската Договаряща страна, да представят доказателства за своето пребиваване на законно основание. В противен случай се смята, че те пребивават незаконно на територията на тази Договаряща страна.

Член 2

1. Гражданството на лице, спрямо което се предприема експулсиране по реда на чл.1, ал.1, се смята за установено въз основа на някои от следните валидни документи:

- национален документ за самоличност;
- паспорт или друг заместващ го документ за пътуване със снимка /пасаван, "лесе-пасе", моряшки паспорт или книжка и др./;
- военна книжка или други документи за самоличност на военнослужещи;
- удостоверение за гражданство.

2. Гражданството се приема за установено въз основа на презумпция при наличието на един от следните документи и факти:

- документ с изтекъл срок на валидност, посочен в предходната алинея;
- документ, удостоверяващ самоличността на лицето, издаден от компетентните власти на замолената Договаряща страна /шофьорска книжка и др./;
- документ за консулска регистрация или документ за гражданско състояние;
- разрешения и документи за пребиваване с изтекъл срок на валидност;
- фотокопие на един от посочените по-горе документи;
- обяснения на съответното лице, дадени по надлежния ред пред административните или съдебните органи на молещата Договаряща страна;
- протоколирани показания на добросъвестни свидетели, дадени пред съдебни органи;
- езика, на който говори съответното лице.

Член 3

1. Когато гражданството се приема за установено въз основа на презумпцията при наличието на документите и фактите, посочени в чл.2, ал.2, консулските служби на замолената Договаряща страна издават незабавно, след получаването на молбата, документ, позволяващ експулсирането на съответното лице.

2. В случай на съмнение по отношение на елементите, които формират презумпцията за гражданство, или в случай на липса на тези елементи, консулските власти на замолената Договаряща страна изслушват обясненията на съответното лице в срок от три дни от датата на получаване на молбата за обратно приемане.

По взаимна договореност със съответните консулски власти молещата Договаряща страна организира изслушването на обясненията на посоченото лице във възможно най-кратък срок.

Когато от обясненията на лицето се установи, че то притежава гражданството на замолената Договаряща страна, консулските власти издават незабавно пасаван.

Член 4

1. Молбата за обратно приемане трябва да съдържа следните данни:

- лични данни на лицето /собствено, бащино и фамилно име, дата и място на раждане/ и всякаква друга необходима информация за установяване на неговата самоличност;

- данните по чл.2, позволяващи да бъде установено или прието за установено въз основа на презумпцията гражданството на лицето;

- 2 /две/ снимки;

- указания за необходимостта да се осигури специално медицинско или друго наблюдение.

2. Молещата Договаряща страна поема пътните разходи до границата на замолената Договаряща страна на лицата, за които е отправена молба за обратно приемане.

II. ОБРАТНО ПРИЕМАНЕ НА ГРАЖДАНИ НА ТРЕТИ СТРАНИ

Член 5

1. Всяка Договаряща страна приема обратно на своята територия, по молба на другата Договаряща страна и без формалности, гражданин на трета страна, който не отговаря или вече не отговаря на условията за влизане и пребиваване, действащи на територията на молещата Договаряща страна, когато е установено, че този гражданин е влязъл на нейната територия, след като е пребивавал или е преминал незаконно през територията на замолената Договаряща страна.

2. Всяка Договаряща страна приема обратно на своята територия, по молба на другата Договаряща страна и без формалности, гражданин на трета страна, който не отговаря или вече не отговаря на условията за влизане или пребиваване, действащи на територията на молещата Договаряща страна, когато този гражданин:

- е влязъл законно на територията на замолената Договаряща страна с виза или без виза, ако за него не се изисква такава, след преминаване на граничен контрол

или

- има валидно разрешение от замолената Договаряща страна за пребиваване от какъвто и да е вид.

3. Разпоредбите на предходната алинея не се прилагат при издаване на транзитна виза.

Член 6

1. Задължението за обратно приемане по реда на член 5 не възниква по отношение на:

а/ граждани на трети страни, имащи обща граница с молещата Договаряща страна;

б/ граждани на трети страни, които след или преди излизането си от територията на замолената Договаряща страна, или след влизането си на територията на молещата Договаряща страна, са получили виза или друго разрешение за пребиваване на територията на молещата Договаряща страна;

в/ граждани на трети страни, които пребивават повече от шест месеца на територията на молещата Договаряща страна;

г/ граждани на трети страни, на които молещата Договаряща страна е признала статут на бежанци съгласно Конвенцията за статута на бежанците, подписана на 28 юли 1951 година в Женева, и Протокола за статута на бежанците, изготвен на 31 януари 1967 г. в Ню Йорк, или статут

на лица без гражданство в съответствие с Конвенцията за статута на лица без гражданство, подписана на 28 септември 1954 г. в Ню Йорк;

г/ граждани на трети страни, които замолената Договаряща страна действително е експулсирала към техните страни на произход или към друга страна.

Член 7

За прилагането на чл.5 Договарящите страни полагат усилия с предимство да експулсират съответните лица към тяхната страна на произход.

Член 8

1. За прилагането на чл.5, ал.1 влизането или пребиваването на граждани на трети страни и на лица без гражданство на територията на замолената Договаряща страна се установява чрез техните документи за пътуване или за самоличност. То може да бъде предположено и по всякакъв друг начин.

2. Молбата за обратно приемане трябва да съдържа следните данни:

- за самоличността на съответното лице /собствено, бащино и фамилно име, дата и място на раждане, гражданство, документ за пътуване/ и други необходими данни за установяване на неговата самоличност;

- основанията, позволяващи да бъде удостоверено или предположено задължението за обратно приемане;

- 2 /две/ снимки;

- указания за необходимост да се осигури специално медицинско или друго наблюдение.

3. Молещата Договаряща страна поема пътните разходи до границата на замолената Договаряща страна на лицата, за които има молба за обратно приемане.

Член 9

Молещата Договаряща страна приема обратно на своята територия лицата, за които при последващи проверки след обратното им приемане от замолената Договаряща страна, се установи, че към момента на излизането им от територията на молещата Договаряща страна не са отговаряли на условията на чл.5 и на чл.6.

III. ТРАНЗИТЕН ПРЕВОЗ ПРИ ЕКСПУЛСИРАНЕ

Член 10

1. Всяка от Договарящите страни разрешава, по молба на другата Договаряща страна, транзитното преминаване през своята територия на граждани на трети страни, по отношение на които молещата Договаряща страна е предприела експулсиране.

Транзитното преминаване може да се осъществи по суша или по въздух.

2. Молещата Договаряща страна носи пълната отговорност за продължаване на пътуването на чужденеца до страната - цел на пътуването, и поема обратно този чужденец, ако по някаква причина експулсирането не може да се осъществи.

3. Когато транзитното преминаване се извършва по въздушен път с полицейска охрана, тя се осигурява от молещата Договаряща страна до летищата на замолената Договаряща страна при условие, че тази охрана не напуска международната зона на тези летища. В противен случай, когато не се спази това условие или транзитното преминаване под охрана трябва да бъде продължено по суша на територията на замолената Договаряща страна, по-нататъшната охрана се осигурява от замолената Договаряща страна, като молещата Договаряща страна ѝ възстановява разходите за това.

4. Молещата Договаряща страна гарантира на замолената Договаряща страна, че чужденецът, чието транзитно преминаване е разрешено, е снабден с транспортен документ и документ за пътуване до страната - цел на пътуването.

Член 11

Молбата за транзитно преминаване при експулсиране се предава между компетентните власти.

Тя съдържа данни за: самоличността и гражданството на чужденеца, за датата на пътуването, часовете на пристигане в страната на транзитното преминаване, в страната - цел на пътуването, документите за пътуване, естеството на мярката за експулсиране, както и данни за служителите, осигуряващи охраната на чужденеца.

Член 12

Транзитното преминаване при експулсиране може да бъде отказано:

- ако в страната - цел на пътуването, чужденецът е изложен на опасност от преследване поради своята раса, религия, националност, принадлежност към определена социална група или политически убеждения;

- ако чужденецът е изложен на опасност да бъде обвинен или осъден от наказателен съд в страната - цел на пътуването, за действия, предхождащи транзитното преминаване;

- в случаите на преминаване по суша, когато на чужденеца е наложена забрана за влизане на територията на замолената Договаряща страна и той представлява заплаха за националната сигурност, обществения ред и общественото здраве.

Член 13

Разходите по транспорта до границата на страната - цел на пътуването, както и разходите за евентуалното повторно приемане, се поемат от молещата Договаряща страна.

IV. ОБЩИ И ЗАКЛЮЧИТЕЛНИ РАЗПОРЕДБИ

Член 14

Компетентните власти на двете Договарящи страни си сътрудничат и при необходимост се консултират по прилагането на тази Спогодба.

Молбата за консултации се предава по дипломатически път.

Член 15

Ръководствата на министерствата, отговарящи за граничния контрол, определят:

- летищата, които могат да бъдат използвани за обратно приемане и за транзитно преминаване на чужденците;

- централните и местни власти, компетентни да разглеждат молбите за обратно приемане и за транзитно преминаване.

Член 16

1. Разпоредбите на тази Спогодба не отменят задълженията на Договарящите страни за приемане или обратно приемане на чужди граждани, произтичащи от групи международни договори.

2. Разпоредбите на тази Спогодба не ограничават прилагането на разпоредбите на Конвенцията за статута на бежанците, подписана на 28 юли 1951 година в Женева, и Протокола за статута на бежанците, съставен на 31 януари 1967 г. в Ню Йорк.

3. Разпоредбите на тази Спогодба не ограничават прилагането на международните договори за защита правата на човека, които са в сила за Договарящите страни.

Член 17

1. Всяка от Договарящите страни уведомява в писмена форма другата Договаряща страна за изпълнението на изискванията от конституционен или законодателен характер за влизането в сила на тази Спогодба. Спогодбата влиза в сила тридесет дни от датата на получаването на последното уведомление в писмена форма.

2. Тази Спогодба се сключва за срок от три години и действието ѝ автоматично се продължава всеки път за нови периоди от три години. Всяка Договаряща страна може да прекрати тази Спогодба с предизвестие в писмена форма от три месеца, изпратено до другата Договаряща страна по дипломатически път.

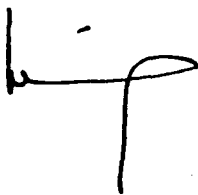
3. Всяка от Договарящите страни може временно да спре действието на тази Спогодба по съображения, свързани със сигурността, обществения ред и общественото здраве, с предизвестие в писмена форма от тридесет дни, предадено по дипломатически път. Договарящите страни се уведомяват по дипломатически път за отпадане на основанията за временното спиране на действието на тази Спогодба и за неговото отменяне.

Тази Спогодба се прилага временно след изтичането на тридесет дни от датата на нейното подписване.

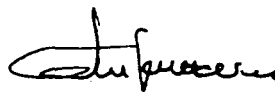
В уверение на което упълномощените за тази цел представители на Договарящите страни подписаха тази Спогодба.

Съставена в Париж, на 29 май 1996 година, на френски и на български език, като двата текста имат еднаква сила.

ЗА
ПРАВИТЕЛСТВОТО НА
ФРЕНСКАТА РЕПУБЛИКА:



ЗА
ПРАВИТЕЛСТВОТО НА
РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
BULGARIA CONCERNING THE READMISSION OF PERSONS
IN AN IRREGULAR SITUATION

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bulgaria, hereinafter called “the Contracting Parties”,

Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties,

In the context of international efforts to prevent illegal immigration,

In conformity with the rights, obligations and guarantees contemplated in national legislation and the international treaties and conventions to which they are parties, have agreed, on the basis of reciprocity, as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, any person who does not fulfil or who no longer fulfils the applicable conditions for entry or stay in the territory of the requesting Contracting Party, in so far as it has been established or presumed that such person is a national of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall readmit in the same conditions and without formalities a person who has been expelled from its territory, in accordance with paragraph 1, at the request of the other Contracting Party, if such person is subsequently found not to have been a national of the requested Contracting Party when he left the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons mentioned in paragraph 1 shall at all times be able to prove the date on which they entered the territory of the Republic of Bulgaria, in the case of the Bulgarian Contracting Party, and of the States parties to the Schengen Agreements, in the case of the French Contracting Party. Otherwise they shall be deemed to be in an irregular situation under the legislation of that Party.

Article 2

1. The nationality of any person against whom an expulsion order has been issued, on the basis of article 1, paragraph 1, shall be deemed to be established on the basis of the following valid documents:

— National identity document;

— Travel passport or other travel document with a photograph that replaces the passport (*passavant*, *laissez-passer*, sailor’s identity card or carnet, etc.);

¹ Came into force provisionally on 29 June 1996 by signature, and definitively on 3 February 1997 by notification, in accordance with article 17.

- Military record or papers or other identity document issued to members of the armed forces;
- Certificate of nationality.
 2. Nationality shall be presumed on the basis of any of the following elements:
 - Any of the above-mentioned documents that has expired;
 - Any document issued by the official authorities of the requested Party and attesting to the identity of the person concerned (driver's licence, etc.);
 - Consular registration card or civil status document;
 - Expired residence permit or title;
 - Photocopy of any of the above-mentioned documents;
 - Statement by the person concerned recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party;
 - Official written records of depositions of witnesses in good faith;
 - Language spoken by the person concerned.

Article 3

1. Where nationality is presumed on the basis of the documents and the facts listed in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall, after receiving the request, immediately issue a laissez-passer for the expulsion of the person concerned.

2. Where there are doubts regarding the elements on the basis of which nationality is presumed, or in the absence of such elements, the consular authorities of the requested Contracting Party shall hold a hearing of the person concerned, within three days of the request for readmission.

Such hearing shall be held as soon as possible by the requesting Contracting Party in agreement with the consular authority concerned.

If it is established following such hearing that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the laissez-passer shall immediately be issued by the consular authority.

Article 4

1. The request for readmission shall contain the following information:
 - Information on the identity of the person concerned (first name, father's first name, family name, date and place of birth) and any other information that would establish the person's identity;
 - The elements mentioned in article 2 that would allow the establishment or presumption of the nationality of the person concerned;
 - Two (2) photographs;
 - Instructions on the need to provide special medical or other supervision.

2. The requesting Party shall bear the costs of transporting the persons whose readmission is requested to the border of the requested Contracting Party.

II. READMISSION OF NATIONALS OF THIRD STATES

Article 5

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, a national of a third State who does not fulfil or no longer fulfils the applicable conditions for entry or stay in the territory of the requesting Contracting Party, in so far as it has been established that such national entered the territory of that Party after having illegally transited or stayed in the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, a national of a third State who does not fulfil or no longer fulfils the applicable conditions for entry or stay in the territory of the requesting Contracting Party if such a national:

- Legally entered the territory of the requested Party with a visa or, should he not require a visa, having passed through border control, or
- Possesses a valid residence permit of any type issued by the requested Contracting Party.

3. The provisions of the preceding paragraph of this article shall not apply to the issue of a transit visa.

Article 6

The obligation to readmit established in article 5 shall not exist with regard to:

(a) Nationals of third States which are adjacent to the requesting Contracting Party;

(b) Nationals of third States who, before or after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party, received a visa or residence permit from that Party;

(c) Nationals of third States who have resided for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(d) Nationals of third States whom the requesting Contracting Party has recognized as having either refugee status under the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951,¹ as amended by the New York Protocol of 31 January 1967,² or the status of stateless persons under the New York Convention relating to the Status of Stateless Persons of 28 September 1954;³

(e) Nationals of third States who have effectively been expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

Article 7

For the application of article 5, the Contracting Parties shall first endeavour to return the persons concerned to their country of origin.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

³ *Ibid.*, vol. 360, p. 117.

Article 8

1. For the application of article 5, paragraph 1, the entry or stay of nationals of a third State or of persons with the status of stateless persons in the territory of the requested Contracting Party shall be established by the travel or identity documents of the persons concerned. It may also be presumed by any other means.

2. The request for readmission shall contain the following information:

- Information on the identity of the person concerned (first name, father's first name, family name, date and place of birth, nationality and travel document) and any other information that would establish the person's identity;
- The elements establishing or providing a basis for the presumption of the obligation to readmit;
- Two (2) photographs;
- Instructions on the need to provide special medical or other supervision.

3. The requesting Party shall bear the cost of transporting the persons whose readmission is requested to the border of the requested Contracting Party.

Article 9

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, after verifications subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are found not to fulfil the conditions established in articles 5 and 6 at the time of their departure from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 10

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other Party, allow the transit through its territory of nationals of third States who are the subject of an expulsion order issued by the requesting Party.

Transit may be by land or by air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the continuation of the alien's journey to his country of destination and shall take such alien back if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. Where the person in transit is travelling under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air to the airports of the requested Party, provided that it does not leave the international zone of the airports. Otherwise, or if the person in transit travelling under escort has to continue by land in the territory of the requested Contracting Party, continuation of the escort shall be provided by the requested Contracting Party and the requesting Contracting Party shall reimburse it for the costs involved.

4. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document for the country of destination.

Article 11

The request for transit for the purpose of expulsion shall be handled directly between the authorities concerned.

It shall contain information concerning the identity and nationality of the alien, the date of his journey, the times of arrival in the country of transit, the country and place of destination, the travel documents, the type of expulsion order and, where necessary, information on the officials escorting the alien.

Article 12

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

- If the alien is in danger of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion;
- If the alien is in danger of being accused or convicted by a criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit;
- In the case of transit by land, if the alien has been prohibited from entering the territory of the requested Contracting Party and represents a threat to its national security, public order or public health.

Article 13

The requesting Contracting Party shall bear the transport costs to the border of the State of destination and any possible return costs.

IV. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 14

The competent authorities of the two Parties shall cooperate and consult each other as necessary in order to review the implementation of this Agreement.

Requests for consultation shall be submitted through the diplomatic channel.

Article 15

The ministerial authorities responsible for border control shall designate:

- The airports that may be used for the readmission and entry in transit of aliens;
- The central or local authorities competent to handle requests for readmission and transit.

Article 16

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations incumbent on the Contracting Parties as a result of other international agreements with respect to the admission or readmission of aliens who are nationals of third countries.

2. The provisions of this Agreement shall not impede the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not impede the application of the provisions of the agreements entered into by the Contracting Parties in the area of the protection of human rights.

Article 17

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional or legal formalities required for the entry into force of this Agreement, which shall enter into force 30 days following the date of receipt of the later of such notifications.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewed for additional three-year periods. It may be denounced upon three months' written notice sent through the diplomatic channel.

3. Each Contracting Party may temporarily suspend the application of this Agreement for reasons of public order, public health or public security. The suspension shall be notified through the diplomatic channel and shall take effect 30 days following the date of notification.

The Contracting Parties shall notify each other through the diplomatic channel that the Agreement has been reinstated, when the reasons for the suspension no longer exist.

4. This Agreement shall be provisionally applicable 30 days after its signature.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the Contracting Parties, being authorized for this purpose, have signed this Agreement.

DONE at Paris on 29 May 1996, in two originals, in the French and Bulgarian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
HERVE DE CHARETTE

For the Government
of the Republic of Bulgaria:
GUEORGUI PIRINSKI